

"Le Fonds agricole de la CEE n'a plus d'argent" dans Corriere della Sera (11 juillet 1973)

Légende: Le 11 juillet 1973, le quotidien italien Corriere della Sera s'inquiète du manque de liquidités du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) chargé de soutenir les marchés agricoles et de contribuer au développement du secteur rural.

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. OTTONE, Piero. 11.07.1973, n° 160; anno 98. Milano: Corriere della Sera. "Il Fondo agricole della CEE è rimasto senza soldi in cassa", auteur:Guatelli, Arturo , p. 6.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_fonds_agricole_de_la_cee_n_a_plus_d_argent_dans_corriere_della_sera_11_juillet_1973-fr-bdoea38d-od52-4fb8-8287-fec8baf5ef7c.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Le FEOGA «finance» la politique de garantie des prix

Les caisses du Fonds agricole de la CEE restent vides

Une nouvelle contribution de cinq cents milliards de liras sera demandée aux nouveaux États membres – La France et l'Allemagne accusées

De notre envoyé spécial

Bruxelles, le 10 juillet

La politique insensée de garantie des prix des produits agricoles, adoptée depuis déjà de nombreuses années par les responsables du Marché commun, porte ses fruits: le FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) n'a plus d'argent pour garantir aux agriculteurs le «prix d'intervention», en d'autres termes pour payer les réserves et assurer les frais de stockage. La Commission de la CEE (dont la division agricole est présidée par le néerlandais Lardinois) sera contrainte, dans les jours à venir, de demander un prêt aux neuf États membres. Il ne s'agit pas d'une petite somme: l'aide devrait s'élever à 800 millions d'unités de compte environ (une unité de compte valant un dollar valeur ancienne, soit 625 liras), ce qui équivaut à 500 milliards de liras italiennes.

L'explication officielle, que les autorités de Bruxelles fournissent à quiconque se montre surpris par ce «déficit» soudain et imprévu, est que «les excédents ont dépassé les prévisions». «Les institutions communautaires – selon les responsables de la division agricole – ne connaissaient pas le volume des récoltes quand le budget prévisionnel a été établi, début mai.» Mais elles se gardent bien de souligner que les excédents concernent, une fois de plus, les produits les plus protégés du Marché commun: le beurre, le lait et, dans une moindre mesure, les céréales et l'huile d'olive.

Sur le banc des accusés, toujours les mêmes pays: la France pour le beurre et le lait, les Pays-Bas pour le lait et l'Allemagne fédérale pour les céréales. Les trois «patrons» de l'Europe verte, dont les structures agricoles sont, depuis longtemps, les plus performantes de la communauté, ont toujours pratiqué une politique de prix élevés pour protéger et accroître le rendement de leurs terres. Ce faisant, ils ont donné un élan à l'inflation (chacun sait que la hausse la plus importante a affecté les denrées alimentaires, qui sont, pour la plupart, des produits agricoles ou des dérivés) et ont empêché que les «parents pauvres» de la Communauté européenne (Italie en tête) puissent procéder à une réforme de leurs structures. Cela paraît évident lorsqu'on analyse la répartition des fonds du FEOGA: les quatre cinquièmes sont précisément destinés à la section «garantie», c'est-à-dire au soutien des prix; et seulement un cinquième à la section «orientation», autrement dit à la réforme des structures.

Mais le principal inconvénient (qui porte directement préjudice aux consommateurs européens) est l'énorme quantité de beurre que les organes communautaires sont obligés de mettre en réserve. Pour ensuite les vendre à perte, comme ce fut le cas il n'y a pas plus de trois mois à l'Union soviétique. Par l'intermédiaire de deux mystérieuses sociétés françaises, la CEE a conclu un contrat de vente avec la Russie de deux cent mille tonnes de beurre. Les protestations ont été inutiles. La Chambre des communes a été le théâtre d'un débat enflammé, et le cabinet de M. Heath fut mis en accusation; les adversaires du Marché commun ont dénoncé à voix haute les incohérences de l'Europe verte. Même à Strasbourg, au Parlement européen, on parle de la vente du beurre communautaire à la Russie. Un député danois a crié au scandale. Les protestations – dit-on – auraient été un frein aux prétentions françaises, néerlandaises et allemandes d'augmenter les prix agricoles dont la fixation pour l'année 1973-1974 se discutait à Luxembourg justement ces jours-là.

Mais même pendant les négociations de Luxembourg – qui ont débouché sur une signature à l'issue d'un exténuant marathon nocturne – les pays qui voulaient une inversion de tendance dans la politique des prix agricoles ont dû subir l'arrogance des ministres de Paris et de Bonn: le dauphin de M. Pompidou, Jacques Chirac, et l'intransigent Bavarois Ertl. Le prix du lait a été augmenté de 5,5 pour cent et celui des céréales de un pour cent, malgré l'insistance des Britanniques, qui en demandaient le «blocage».

L'Italie – alors représentée par un ministre (Lorenzo Natali) très regretté dans les cercles communautaires agricoles de Bruxelles – s'est longtemps battue, avec un certain succès, contre les augmentations sans

discernement des prix agricoles. En guise de «consolation», elle a obtenu l'approbation d'une «directive» concernant la réforme des structures agricoles de montagne. Il s'agissait d'un premier pas, auquel il aurait fallu penser plus tôt car les conséquences de la «victoire» des Français, des Allemands et des Néerlandais sont maintenant évidentes avec un FEOGA réduit à la portion congrue.

Arturo Guatelli